SINGALLIANCE

Lettre n°161

Les jeunes dans un monde qui vieillit.

« L'hiver arrive » Kristalina Georgevia, directrice générale du FMI.

Méritocratie en recul, emplois sous qualifiés au regard du niveau d'études, salaires en faible évolution, difficultés à se loger, héritage des dettes climatique et financière, inquiétudes sur les retraites, appréhension des incidences de l'IA sur l'emploi, sentiment d'être négligé dans des sociétés vieillissantes comptant 50% d'électeurs de plus de 60 ans… On ne compte plus les motifs légitimes de contestation des jeunes.

Le poids relatif de ces facteurs varie d'un pays à l'autre de la planète mais aucun pays n'est épargné et pour l'illustrer on prendra des exemples dans des pays aussi différents que la Chine, l'Inde, l'Afrique subsaharienne et la France. On mettra l'accent sur quelques aspects, le sous-emploi, le taux de chômage des jeunes, toujours supérieur au reste de la population active, les limites de la méritocratie, le coût de la vie et la faible croissance des revenus et nous terminerons par quelques interrogations sur les incidences de l'IA.

- ***Le sous-emploi*** :

Paradoxe, le niveau d'études supérieures, avant même les développements redoutés de l'IA, ne garantit plus un emploi qualifié. Il y a de plus en plus de diplômés dans le monde mais de plus en plus de jeunes sont sous-employés.

Comme l'a observé ***Alexander de Croo, directeur du PNUD*** à l'ONU, il y a comme une promesse non tenue car on a dit à ces jeunes « Si vous étudiez, vous aurez un emploi » et malheureusement beaucoup peinent à trouver même s'il y a des créations dans la santé, dans l'agriculture et dans l'industrie. Au XXème siècle, étudier, obtenir un diplôme, permettait de s'élever dans la société, aujourd'hui, avec l'IA, les plus diplômés se trouvent concurrencer et s'inquiètent.

- ***Le chômage des jeunes*** :

Selon le ***président de la banque mondiale, Ajay Banga***, ces 10 à 15 prochaines années, 1.2 milliard de jeunes dans les pays en développement, l'essentiel en Afrique et en Inde, entreront sur le marché mais pas plus de 400 millions d'emplois devraient être créés. C'est le problème numéro 1 dans des pays où l'âge médian est inférieur à 25 ans car cela signifie l'entrée sur le marché du travail, d'ici une quinzaine d'années, de la moitié de la population de ces pays. D'ores et déjà, chaque année, en Afrique, 11 millions de jeunes entrent sur le marché mais peinent à trouver un emploi. D'où l'inquiétude. Sans surprise, les recommandations du rapport portent sur le développement de la formation professionnelle pour réduire l'écart entre offre et demande de travail, la simplification des réglementations pour améliorer le climat des affaires dans ces pays, la promotion du secteur privé. Mais, cela ne suffira pas.

En ***Chine***, le pourcentage d'étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 15% en 2002 à 61% en 2025 mais la difficulté à trouver un emploi est accrue pour les jeunes. Le taux de chômage officiel pour les moins de 25 ans est de 19% mais dans les faits très supérieur. Beaucoup ne trouvent que des stages. 320 millions, selon un think tank chinois (China New Employment Forms Research Center), soit plus de 40% des emplois urbains, ne sont pas des emplois à durée indéterminée. Ce chiffre a eu tendance à augmenter ces dernières années car 14 millions ont quitté le secteur de la construction entre 2021 et 2025 (selon Bureau national des statistiques de Chine) et des licenciements se multiplient dans l'industrie.

En ***Inde***, le taux de chômage des 15-24 ans est élevé, 40%, car on recense 12 millions d'entrées sur le marché chaque année. Une croissance du PIB de 7%/an, tendance de ces dernières années, peut permettre d'anticiper

un doublement du PIB sur les 10 prochaines années mais cela ne sera pas suffisant pour absorber les jeunes entrants. Un tel constat aide à comprendre les importantes manifestations du mouvement des « cafards » (jeunes de la génération Z) contre Modi, portés également par la radiation de 130 millions de personnes des listes électorales.

En ***Afrique subsaharienne***, selon le rapport « 21st Century Africa » de la Banque mondiale, 30% des jeunes diplômés sont au chômage et même les économies en croissance rapide comme le Ghana, le Kenya sont confrontés au problème.

- ***La méritocratie en danger*** :

Le capital intellectuel est de loin le plus productif, il permet de s'enrichir et de s'adapter à un monde changeant et c'est aussi un capital transmissible sans taxe.

L'idéal de la méritocratie, souligne ***Sandel***, professeur à Harvard et auteur du très bon livre ***« La Tyrannie du mérite »*** n'est pas fondé sur le principe d'égalité (il y a des riches…) mais de mobilité. Notre sort n'est pas fixé par la naissance mais par notre travail. Tel est le sens de la méritocratie. Problème, démontre-t-il, la méritocratie est aujourd'hui dévoyée.

La méritocratie devrait être le fondement de la société mais le fossé entre les classes sociales n'a jamais été aussi difficile à franchir en raison de l'augmentation galopante des coûts de l'enseignement supérieur et celle concomitante de l'endettement des étudiants. A Harvard, les étudiants des familles 1% plus aisées sont plus nombreux que ceux des 50% les moins riches.

Le contrat social instauré par le New Deal (taux d'impôt marginal jusqu'à 94%) s'est délité dans les années 1970. En 1976, une année à l'université coûtait l'équivalent de 150 heures de salaire médian, en 2016, l'équivalent de 500 heures. La surproduction de jeunes diplômés, la concurrence débridée pour rejoindre l'élite laisse sur le côté des perdants, des contre élites radicalisées dont la seule envie est de détruire l'ordre social.

En France, note ***Guy Sorman*** dans son livre ***Mon dictionnaire du Bullshit***, avant la suppression de l'ENA, on voyait de plus en plus d'énarque fils d'énarques alors que l'ENA avait été créée en 1945 pour démocratiser les élites de la haute fonction publique. Aujourd'hui l'aristocratie républicaine s'est reconstituée, la méritocratie ne joue pas et c'est un des éléments de la contestation.

- ***Le coût de la vie, la faible croissance économique et des revenus*** :

Loin de l'idée d'une augmentation plus rapide du PIB/habitant aux Etats-Unis qu'en Europe, ***Turchin*** dans son excellent livre ***Le Chaos qui vient***, montre l'appauvrissement, ces 40 dernières années, des moins qualifiés, en termes réels. Si on considère l'évolution des salaires entre 1976 et 2016, le salaire réel médian est passé de 17.1$ à 18.9 dollars par heure, une augmentation de seulement 10%. A l'extrémité inférieure de la distribution des salaires, le salaire des 10% les moins bien rémunérés n'a progressé que de 6% en 40 ans. L'image idyllique d'une croissance économique qui aurait bénéficié à la majorité de la population américaine se ternit. Durant les années 1990 les travailleurs peu qualifiés en réalité gagnaient moins qu'au cours des années 1970. Les travailleurs sans le moindre diplôme ont vu leur salaire baisser de 15.5 dollars par heure à 13.6 dollars par heure. Les Américains titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au master ont vu leur salaire passer de 33$ l'heure à $43.9 dollars heure. En d'autres termes, les Américains sans l'équivalent d'un bac +4, c'est-à-dire 64% de la population, ont régressé en termes absolus. Leur salaire réel a baissé entre 1976 et 2016.

C'est l'idée que pour la première fois depuis le XIXème, les jeunes pourraient vivre moins bien que leurs parents. Selon une étude menée dans plusieurs pays européens, 52% des jeunes de 16 à 26 ans anticipent un avenir plus sombre que celui de leurs parents.

Depuis l'an 2000, précise ***Fourquet*** dans son dernier livre ***Homo Occidentalis***, le prix du mètre carré à Londres, New York ou Paris a été multiplié par 3 à 3.5, c'est-à-dire a augmenté beaucoup plus vite que les salaires et cela explique le problème de logement des jeunes.

Turchin montre qu'aux Etats-Unis, pour l'acquisition d'un logement médian, le travailleur doit travailler 40% de plus en 2016 qu'en 1976. Et donc l'augmentation de 10% du salaire médian réel apparaît ainsi misérable. Et c'est pire si on prend le salaire moyen d'un diplômé du secondaire qui a diminué sur la période.

Il y a là une des causes du déclin de la natalité. Mais, si le coût du logement a un impact sur la natalité, il faut relativiser. ***Thibaut Prébay*** dans son livre ***« Démographie, la bombe tranquille »*** prend l'exemple de la ville de Saint-Etienne par rapport à Paris. Les 2 villes ont la même structure démographique et le même taux de chômage, le coût du logement est 9 à 10 fois plus faible à Saint-Etienne mais la natalité n'est pas différente. Il est vain de croire à une reprise de la natalité. Beaucoup de pays ont essayé de la stimuler mais sans résultat. La solution au déséquilibre actifs-inactifs est à trouver dans un report de l'âge de la retraite.

Le conflit générationnel couve. En France, par exemple, 40% des électeurs ont plus de 60 ans et au regard d'une participation plus élevée aux élections, les plus âgés représentent 50% des électeurs. On comptait 4 cotisants en 1979 pour un inactif, aujourd'hui, 1.7. Avec le vieillissement, le coût annuel des retraites atteint €427 milliards mais le régime ne perçoit que €330 milliards. Les baby-boomers ont touché deux fois leurs cotisations, les jeunes s'inquiètent à bon droit de leur retraite future. Dans le même temps, le budget de l'éducation, c'est €60 milliards dont 1/3 sert à couvrir les retraites des personnels. Un conflit entre générations s'esquisse car le niveau de vie des retraités est supérieur au revenu médian et la proportion de plus de 60 ans sous le seuil de pauvreté est modeste alors que plus d'un tiers des jeunes sont sous le seuil de pauvreté.

- ***Les interrogations autour des effets de l'IA*** :

Devant les mutations rapides du marché du travail, on peut comprendre l'angoisse face à l'avenir. Certes, sous l'angle positif, l'IA améliore la productivité, la recherche, le diagnostic médical, l'efficacité des services publics, l'accès au savoir et va créer des emplois. Mais l'IA induit des pertes d'emplois, une surveillance accrue par des acteurs privés, un risque de désinformation et un coût environnemental. L'IA commence à supprimer des emplois. En témoigne, l'exemple récent de Microsoft planifiant le départ volontaire d'1 salarié/4, soit 60 000 employés. Pourquoi faire des études si dans quelques années elles sont rendues obsolètes par la concurrence de l'intelligence artificielle ?

L'inquiétude à propos des incidences de l'IA sur l'emploi augmente. Aux Etats-Unis, le NewYork Times donne l'exemple d'une titulaire d'un master en communication qui l'année dernière n'a eu que vingt entretiens d'embauche pour 1800 lettres et finalement aucune offre d'emploi !

Si l'élection de Trump en 2015 devait en partie à la perte de 2 millions d'emplois au profit de la Chine entre 1999 et 2011, quel sera l'impact politique demain des pertes d'emplois des cols blancs ? On voit déjà l'opposition dans de nombreux Etats américains à la construction de data centers. Il est hors de question de freiner le développement de l'IA mais pour prévenir les effets sur l'emploi, faut-il taxer davantage le capital et moins le travail ? Taxer davantage les firmes de l'IA, bénéficiaires de cette évolution ?

Conclusion : ***« Un emploi, ce n'est pas une statistique, c'est la dignité » Ajay Banga, président Banque mondiale.***

- L'histoire montre l'analyse de ***Turchin*** dans le livre déjà cité, qu'une surproduction de jeunes diplômés est un facteur de bouleversement sociétaux, exemple les révolutions de 1848 en Europe ou encore le printemps arabe de 2011.

- La France n'a pas le monopole des révoltes des jeunes. Avant elle, il y a eu l'Indonésie, le Maroc, le Népal, la Serbie, Madagascar et bien d'autres. Dans le même temps, on retrouve, l'Italie, l'Espagne, la Belgique. Parmi les motifs de révolte de la jeunesse, le coût du logement est la première cause invoquée en Espagne et au Portugal. En France et en Belgique il s'agit des conditions d'éducation, en Italie le budget pour l'éducation et en Serbie la contestation du pouvoir en place. Dans ces différents pays, la couleur de la politique du gouvernement importe peu. L'Espagne est gouvernée à gauche, la France au centre droit, l'Italie à l'extrême droite.

- Les révoltes dans plusieurs pays européens ont tout pour réjouir Trump et Poutine désireux de pointer les problèmes des démocraties libérales et désireux de voir l'Union européenne se dissoudre. Mais, il convient de relativiser. En France, pays le plus agité, 550 000 manifestants, c'est 1% de la population de plus de 16 ans et ce n'est pas plus de 10 % des étudiants. Rappelons que la France compte 2.3 millions de lycéens et 9 millions de jeunes entre 18 et 29 ans dont 3 millions d'étudiants (chiffres de ***Dominique Reynié***, professeur à Sciences-Po).

- Afin de terminer avec une note optimiste, on rappellera quelques-uns des propos de ***Michel Serres*** dans son livre ***C'était mieux avant*** quand pour illustrer les progrès de la médecine, il rappelle que Maupassant (mort à 43 ans), Schubert (31 ans), Chopin (39 ans), Mozart (35 ans) et Nietzsche (56 ans) sont morts jeunes de maladies aujourd'hui soignées et que beaucoup de héros de Dickens ou de Balzac héritaient à 30 ans. Derrière les justes inquiétudes, n'oublions pas l'amélioration continue, même si elle est plus faible, du niveau de vie.

Genève, le 30 octobre 2026



Bruno Desgardins
CIO
Switzerland

SingAlliance Pte Ltd

16 Raffles Quay, #12-01 Hong Leong Building,
Singapore 048581
T: +65 6303 5050
E: info@singalliance.com

SingAlliance (Hong Kong) Ltd

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre,
248 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong
T: +852 2639 3659
E: info.hongkong@singalliance.com

SingAlliance (Switzerland) SA | Genève

Rue du Mont-de-Sion 6,
1206 Genève, Switzerland
T: +41 22 518 85 85
E: info.switzerland@singalliance.com

SingAlliance (Switzerland) SA | Zürich

Bahnhofstrasse 37,
8001 Zürich, Switzerland
T: +41 76 628 12 36
E: info.switzerland@singalliance.com

Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.